

que des Etats-Unis, — "liens d'origine, de langage et même de principes, sinon d'institutions politiques." C'est réellement un fait merveilleux que ce dialogue de minute en minute qui peut s'établir entre deux continents séparés par une distance de mille lieues et par l'abîme de l'Océan. "J'ai reçu, dit lord Derby, aujourd'hui, à une heure et demie, un télégramme daté de New-York ce matin, et qui m'informe, entre autres nouvelles, de l'arrivée d'un navire anglais hier au soir." On ne peut que s'associer de grand cœur aux félicitations adressées par lord Derby à cette compagnie qui, par son énergie et sa persévérance, a triomphé de tous les obstacles qui semblaient s'opposer au succès d'une entreprise dont les résultats matériels sont encore incalculables. Mais n'est-il pas singulier que ce même peuple qui, par son audace, a su opérer un miracle égal à celui que la foi a seule pu jusqu'ici concevoir, "le rapprochement de deux montagnes," ait si longtemps mis en doute l'entreprise relativement plus facile, et relativement plus intéressante pour lui : la canalisation de l'isthme de Suez ? Pour être juste, je me hâte de dire que le rapport présenté, le 1er août, par M. de Lesseps à l'assemblée générale de ses actionnaires, a fini par convertir tous les Anglais qui étaient encore sous l'impression du mauvais vouloir de feu lord Palmerston*.

* La plupart des opposants anglais étaient déjà convertis avant ce rapport, puisque M. de Lesseps dit lui-même de l'opposition politique si maladroitement faite à une entreprise commerciale :

"L'illustre M. Gladstone avait dit en plein Parlement que l'opposition du gouvernement anglais au canal de Suez ferait plus de tort à l'Angleterre que dix révoltes aux Indes. Cette vérité a fini par être comprise. L'opposition s'est éteinte pour jamais, nous sommes heureux de vous en donner l'assurance. Nous n'aurons plus à remplir le devoir pénible de vous en entretenir et de vous signaler un désaccord entre deux pays dont l'entente dans les questions de progrès général est nécessaire à la paix et à la civilisation du monde.

Pourquoi nierais-je que la paix de l'Allemagne réjouit d'autant plus la vieille politique anglaise, qu'on prétend ici que l'intervention du cabinet des Tuileries n'a été acceptée qu'en apparence, et que la nouvelle constitution de la nationalité germanique crée à l'empire français un antagonisme bien autrement redoutable que celui qui exista si longtemps entre l'empire dont Vienne était la capitale et le royaume de Louis XIV ? Ce sentiment explique en partie le revirement qui s'est fait du jour au lendemain dans l'opinion de la presse de Londres, hier si prodigue de malédictions sur les attentats de M. de Bismark, et aujourd'hui lui trouvant des circonstances atténuantes, sous prétexte que qui veut la fin doit vouloir les moyens. Ces braves démocrates de Paris, qui s'alarmaient des sympathies autrichiennes de l'aristocratie anglaise, doivent être un peu rassurés. Le gros bon sens anglais, ce bon sens sterling, comme disait Pope, s'étonne encore cependant des contradictions qu'invoque tour à tour le rationalisme politique de l'Allemagne pour justifier la guerre et la paix : "Si nos enfants nous demandent un jour, dit un publiciste de la *Fortnight Review*, quelle fut réellement la cause de la guerre de 1866 entre la Prusse et l'Autriche, nous aurons à leur répondre, à moins de l'avoir oubliée nous-mêmes : La principale raison fut que les Allemands, pour être unis, désiraient affranchir deux ou trois cent mille habitants du Schleswig-Holstein de la domination danoise pour les annexer à l'Allemagne. Si ces curieux enfants nous demandent ensuite quelle fut la condition de la paix, nous aurons à

"Nous ouvrirons bientôt à deux battants les portes de notre canal maritime à la navigation et au commerce de la Grande-Bretagne : ce sera la meilleure réponse aux préventions et aux préjugés qu'on a trop longtemps semés contre nous au-delà du détroit.